



INTERNATIONAL
DAY for the
ERADICATION
OF POVERTY
17 OCTOBER



Note concept France - 17 octobre 2021

Thème: Dignité et pouvoir d'agir : remettre les droits humains au cœur de la vie en société

Depuis mars 2020, la pandémie du covid19 perturbe nombre de domaines essentiels à la vie : sanitaire, médical, économique, scolaire, éducatif, social, scientifique, culturel, financier, etc. Elle touche tous les âges et l'ensemble des populations de notre planète, venant ajouter des inquiétudes à celles soulevées par les effets du dérèglement climatique en cours et à venir. Elle modifie en profondeur bien des équilibres, faisant apparaître les fragilités de nombre d'entre eux, et laissant à craindre que les objectifs fixés dans "le monde d'avant", par exemple les 17 Objectifs de développement durable (ODD) fixés avec l'ONU pour 2030, puissent devenir hors d'atteinte dans "le monde d'après". Lequel pourrait se révéler pire que "le monde d'avant" si on n'y prête garde.

Les plus pauvres sont les plus touchés, et ce dans tous les pays, riches ou moins riches, accroissant les inégalités déjà existantes, tant entre États qu'à l'intérieur des États, et mettant un peu plus à mal la vie en société.

En France, quelques constats :

- un million de personnes supplémentaires seraient « tombées » sous le seuil de pauvreté rejoignant les quelques 9,3 millions de personnes qui vivaient déjà avec moins de 1063€ par mois, dont 3 millions d'enfants.¹
- Le nombre d'allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) a augmenté de 7,5 % en 2020.²
- huit millions de personnes ont dû recourir à l'aide alimentaire en 2020,
- les départements ultramarins, particulièrement Mayotte, et les départements les plus pauvres de métropole, en particulier la Seine Saint Denis, sont ceux qui ont été les plus affectés par les conséquences de la pandémie, en terme de mortalité ou d'accentuation de la précarité.
- les élèves "décrochés" ont été plus nombreux dans les milieux les plus défavorisés, faute d'équipements informatiques suffisamment nombreux ou performants, de locaux adaptés, de parents et/ou d'entourage en mesure d'accompagner les apprentissages, etc.
- Environ 1,5 million de jeunes âgés de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation.³

¹ Avant la crise un enfant sur cinq vivait sous le seuil de pauvreté en France, ce qui représentait près de 3 millions d'enfants en situation de pauvreté. (<https://www.unicef.fr/dossier/enfants-pauvres>). Ainsi 20% des enfants subit la pauvreté (contre 14% pour l'ensemble de la population). Une étude de l'INSEE publiée en 2018 montre que les moins de trois ans et les 15-18 sont les plus touchés par la pauvreté.

² [DRESS](#). On peut ajouter le taux de non-recours qui est particulièrement important concernant le RSA.

³ [Les jeunes ni emploi, ni en études, ni en formation: jusqu'à 21 ans, moins nombreux parmi les femmes que les hommes \(mars 2021, INSEE\)](#)

- plus généralement, des adultes isolés, des personnes âgées et certaines familles, faute d'équipements ou d'accompagnement, se sont retrouvées dans des situations d'exclusion numérique. Les guichets institutionnels ont été fermés et/ou ne sont plus accessibles autrement que par voie informatique. Les demandeurs d'asile, dans certains départements, ont eu les mêmes difficultés pour obtenir en préfecture des rendez-vous pourtant indispensables.

Au-delà des chiffres, ce sont des drames humains qui ont lieu et qui fragilisent notre pays tout entier. Le contexte d'incertitude partagée qui prévaut aujourd'hui, le sentiment de n'être pas entendu, rend plus perceptibles à ceux de nos concitoyens qui n'en n'avaient pas l'expérience pour eux-mêmes ou leurs proches, les conséquences de la précarité voire de la pauvreté, tant dans la vie quotidienne que pour l'avenir.

Tout cela permet de comprendre que les plus pauvres sont davantage encore qu'avant dépossédés de leur pouvoir d'agir au sein de la société pour faire valoir leurs droits humains les plus fondamentaux : se loger décentement, se nourrir correctement, étudier normalement, être traités avec justice, accéder à des emplois reconnus, avoir accès à leurs droits culturels, participer à la vie publique locale et nationale, être tout simplement écoutés ! Cette dépossession du pouvoir d'agir se traduit par le fait que nombre de décisions qui les concernent sont prises par d'autres (institutions, organes politiques, etc.) sans que jamais, ou si peu, ces personnes ne soient associées ou simplement consultées.

Ce tableau serait incomplet si on omettait de dire tout ce que cette situation pandémique a révélé des solidarités diverses, entraide au sein même des populations concernées par la pandémie ou plus largement au sein de la population dans son ensemble . Tous ces gestes sont motifs d'espérance pour l'avenir... à condition de savoir les repérer, les reconnaître, les encourager, les démultiplier, voire les structurer dans le temps. Sans oublier que les "premiers de corvée" se sont révélés, hormis les soignant·e·s et les enseignant·e·s, en grande partie les travailleurs les plus précaires et les moins bien reconnus (aide-soignant·e·s, éboueurs, caissiers et caissières, livreurs, aides à domicile, femmes et hommes d'entretien ou du soin à la personne, etc.).

Mais si les réponses à court terme ont dû être décidées rapidement, essentiellement dans les domaines sanitaire et économique, les réponses à long terme, qui impliquent de grands choix de société, ne peuvent être décidées sans l'expertise de tous les citoyens et en particulier celles et ceux qui vivent les situations de grande pauvreté et d'exclusion.

A l'issue d'une année et demi d'épreuves, et à la veille d'élections décisives, ce 17 octobre doit mettre à l'honneur celles et ceux qui (sur)vivent dans la précarité et la pauvreté. Il permettra de :

- recenser et mettre en valeur les gestes et initiatives de solidarité mis en place depuis 2020 ou avant,
- partager les savoirs et compétences acquis depuis ces mois de pandémie, en prenant le temps d'écouter celles et ceux qui en souffrent le plus

- donner la parole à celles et ceux à qui elle est trop souvent confisquée pour qu'ils fassent connaître leurs doléances, leur savoir, leurs initiatives et leurs espérances dans les divers domaines de la vie,
- proposer, toutes générations et catégories sociales confondues, des pistes de solutions à creuser pour bâtir ensemble "le monde d'aujourd'hui et de demain",
- faire une place aux jeunes, écolier·e·s, collégien·n·e·s, apprenti·e·s, lycéen·n·e·s, étudiant·e·s, "privé·e·s d'emploi" ou aux personnes habitant dans la rue,
- fêter la vie sociale en invitant les acteurs culturels et artistiques, professionnels ou amateurs, à mettre en œuvre leurs talents,

La force de l'action collective qui nous rassemble nous donne plus de poids pour démultiplier NOS POUVOIRS D'AGIR : le chemin est long pour travailler à sortir des injustices, des inégalités, pour coconstruire un « monde vivable » pour chacun. Parce qu'il n'y a pas « qu'une façon de s'y prendre », prenons le temps lors de moments festifs d'inventer, de bâtir des rassemblements solidaires et fraternels, levain des actions à poursuivre tout au long de l'année. Ces reconnaissances permettront de relever la tête, de reconnaître la dignité de chacun·e et de faire valoir nos propositions pour changer le système et gagner en solidarité.

Cette année, nous avons choisi le symbole du bateau pour notre mobilisation. Un bateau qui demande que nous unissions nos efforts pour hisser les voiles de la Dignité et de la Fraternité. Nous avons besoin de toutes les énergies pour manœuvrer le gouvernail de nos pouvoirs d'agir et sortir du brouillard.